

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 15/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GIE DROME PROVENÇALE**

Long d'Eygues  
26110 Curnier

Références : 20260107-RAP-DACA0009  
Code AIOT : 0006100576

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement GIE DROME PROVENÇALE implanté Long d'Eygues 26110 Curnier. L'inspection a été annoncée le 19/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIE DROME PROVENÇALE
- Long d'Eygues 26110 Curnier
- Code AIOT : 0006100576
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière du GIE Drôme Provençale sise au lieu-dit « Le Long d'Eygues » est autorisée par l'arrêté n°2012128-0002 du 07 mai 2012 pour une durée de 20 ans.

Les matériaux extraits sont des éboulis calcaires. La production maximale autorisée est de 90 000 tonnes par an avec des installations de concassage-criblage d'une puissance maximale de 790 kW.

La surface autorisée est de 88 000 m<sup>2</sup>.

Le GIE Drôme Provençale est composé de trois actionnaires qui exploitent chacun un secteur de la carrière. Lors de la visite la carrière n'était pas en fonctionnement (pas d'activité d'extraction ou de traitement de matériaux).

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AR – 4 (stabilité)
- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Suivis écologiques	Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 7.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 10.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 10.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Incendie	Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Accident ou incident	Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 17	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 7.3	Sans objet
4	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 7.10	Sans objet
7	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 11	Sans objet
9	Bruit	Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 14	Sans objet
10	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats portent sur la mise à jour du Plan de Gestion des Déchets d'Extraction (PGDE), la réalisation des suivis faune-flore avec une fréquence correspondant à l'arrêté, la justification de la présence de rétention et de kit anti-pollution, le curage des fossés et des bassins de gestion des

eaux de ruissellement, la réalisation d'un point avec le SDIS sur les besoins en eau d'extinction ou de matériel sur site et la transmission du rapport géotechnique sur la stabilité des fronts suite au glissement de blocs au sein de la carrière.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Épaisseur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'extraction est limitée en profondeur à la cote de 340,90 m NGF au Nord et à 337,30 m NGF au Sud, c'est-à-dire au niveau de la route départementale n°94, pour une épaisseur maximale de 30 m (épaisseur de découverte incluse)
<b>Constats :</b>  L'exploitation n'a pas encore atteint les cotes limites en profondeur. Sur le plan topographique réalisé le 25 juin 2025, au Sud le carreau d'exploitation est à 348 m NGF (pour profondeur maxi à 337,3 m NGF) et au Nord le carreau d'exploitation est à 349 m NGF (pour profondeur maxi à 340,9 m NGF). L'épaisseur d'extraction est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant doit établir, avant le début de l'exploitation, un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, conformément aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié. Le plan de gestion est révisé tous les cinq ans. 5 [...]
<b>Constats :</b>  Le Plan de Gestion des Déchets d'Extraction (PGDE) n'est pas à jour. L'inspection a transmis à l'exploitant un modèle de PGDE par courriel du 12 décembre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit compléter son PGDE et le transmettre à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Suivis écologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivis écologiques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un suivi annuel des communautés d'oiseaux sur la carrière et à proximité est réalisé par des personnes ou organismes compétents, afin de s'assurer du maintien des espèces à valeur patrimoniale et de mesurer l'efficacité des mesures mises en œuvre.</p> <p>Par ailleurs, un suivi de la végétation est effectué afin de vérifier la bonne reprise de celle-ci et d'adapter le cas échéant les conditions de revégétalisation du site. Ce suivi est réalisé annuellement les quatre premières années puis tous les 2 ans, portera notamment sur la densité et la nature des espèces présentes ainsi que sur la colonisation naturelle des espèces locales. L'implantation d'espèces à valeur patrimoniale et l'évolution de celles-ci seront examinées à cette occasion.</p> <p>De plus un suivi des espèces végétales et animales inféodées à la mare temporaire aménagée en partie supérieure du site est également effectué annuellement les quatre premières années puis tous les deux ans [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite de la carrière l'exploitant a transmis à l'inspection le suivi de la végétation et de la mare réalisé le 23 juin 2022.</p> <p>Le suivi de la végétation porte sur 2 stations de référence (placettes). Ce rapport compare le relevé réalisé en 2022 à celui de 2019. Pour la station 1 au Sud-Ouest du site les conclusions indiquent que la végétation a peu évolué par rapport à 2019 (14 espèces notées contre 19 en 2019). Pour la station 2 au Nord du site les conclusions indiquent que la végétation a peu évolué par rapport à 2019 (17 espèces notées contre 19 en 2019).</p> <p>Au niveau de la mare temporaire 18 espèces ont été recensées en 2022 pour 13 en 2019.</p> <p>Le bureau d'étude précise aussi que quelques pieds de Mélisse améthyste (plante d'intérêt patrimonial et rare en Rhône-Alpes) ont été détecté au niveau de la station 2.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que le suivi de la flore doit être réalisé tous les deux ans. L'exploitant doit mettre à jour cette fréquence de suivi.</p> <p>Il en est de même pour le suivi des oiseaux et notamment des vautours (vus lors de la visite) avec des observations annuelles à programmer en lien avec l'Association Vautours en Baronnies qui a fait les derniers rapports ou un autre organisme ou association compétente .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

<b>Proposition de délais : 6 mois</b>
---------------------------------------

**N° 4 : Registre et plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 7:10
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan topographique
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur le plan sont reportés : les limites du périmètre autorisé, les bords de la fouille, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les zones remises en état...
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Lors de la visite du site l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier plan topographique réalisé le 25 juin 2025.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 5 : Pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 10:1
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

I. [...] Un bac de rétention étanche de capacité suffisante est mis en place lors des opérations de ravitaillement en carburant et d'entretien des équipements de concassage et de criblage. II. Aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est autorisé sur le site de la carrière. III. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Lors de la visite le site n'était pas en activité et il n'a pas été possible d'accéder à l'intérieur du local afin de vérifier la présence d'un bac de rétention étanche et d'un kit anti-pollution. Lors de la précédente visite l'exploitant avait transmis sa procédure de ravitaillement.
---

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

L'exploitant doit confirmer à l'inspection la présence d'un bac de rétention et d'un kit anti-pollution soit dans le local ou dans les engins.
--

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
--

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**N° 6 : Rejets d'eau dans le milieu naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 10.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux de ruissellement du site doivent être collectées par des fossés latéraux et dirigés vers deux bassins de décantation de capacités utiles minimales de 295 m <sup>3</sup> et 205 m <sup>3</sup> . Ces bassins sont régulièrement entretenus et curés afin de conserver en permanence leur efficacité. Si des eaux pluviales s'écoulent dans le fossé longeant la route départementale, celui-ci est nettoyé autant que nécessaire.
<b>Constats :</b>  Une végétation importante est présente au sein des fossés et bassins limitant leur capacité de décantation des eaux de ruissellement de la carrière.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les bassins et le fossé doivent être entretenus et curés et si nécessaire surcreusés afin de maintenir leur capacité de décantation et d'éviter des apports de boues sur la route.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation de poussières. En particulier : les pistes de circulation et aires de manœuvres des engins doivent être arrosées autant que nécessaire en période sèche, les installations de criblage-concassage sont munies de dispositifs d'abattage des poussières ou sont arrêtés lorsque les conditions atmosphériques sont défavorables.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de la carrière, l'exploitant a remis les résultats des mesures des retombées de poussières (plaquettes) réalisées du 16/06/2022 au 19/07/2022. Les teneurs en poussières sont en moyenne de 765 mg/m <sup>2</sup> /jour.  L'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 concernant les installations de broyage concassage relevant de l'enregistrement ne fixe pas de seuil réglementaire et l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 un objectif à 500 mg/m <sup>2</sup> /jour mais ne concerne que les carrières dont la production maximale annuelle est supérieure à 150 000 t. La carrière du GIE Drôme Provençale est autorisée pour une production maximale annuelle de 90 000 t mais en réalité elle est de l'ordre de

3 000 tonnes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit notamment mettre en place, lors des périodes sèche, un arrosage des pistes, les installations de criblage-concassage doivent être munies de dispositifs d'abattage des poussières ou sont arrêtés lorsque les conditions atmosphériques sont défavorables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite l'inspection n'a pas pu constater la présence ou l'absence d'extincteurs dans le local fermé ni dans les engins (site sans activité).  L'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 concernant les installations de traitement des matériaux demande dans son article 17 la présence d'une borne incendie de débit 60 m <sup>3</sup> /h à moins de 100 m ou d'une réserve d'eau de 120 m <sup>3</sup> sur site.  Le site est très isolé et ne dispose pas à proximité de borne d'incendie. Il n'est pas non plus présent de réserve d'eau d'un volume équivalent à l'approvisionnement d'une borne incendie normalisée pendant 2 h. Le risque incendie concerne principalement les engins présents et l'installation de concassage criblage des matériaux.  L'article 17 précise que : « si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services ».
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher des services de secours et d'incendie afin de déterminer les besoins effectifs du site pour la lutte contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 9 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès la reprise d'exploitation de la carrière et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite l'exploitant a transmis à l'inspection les mesures de bruit réalisées le 16 juin 2022 (2 mesures en limite de propriété et 2 au niveau des Zones à Émergences Réglementée (ZER).  Le bureau d'étude précise que les sources de bruit étaient le traitement des matériaux par concassage-criblage, la circulation des engins et des camions et la circulation des véhicules légers.  Toutes les valeurs limites sont respectées que ce soit en limite de propriété ou au niveau des ZER.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Présence des garanties financières
<b>Constats :</b>  Les garanties financières sont provisionnées et valables jusqu'au 31 octobre 2027.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Accident ou incident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2012, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident ou incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite l'exploitant a indiqué que des blocs de pierre avaient glissé sur un secteur limité de la carrière. Suite à ce constat la zone a été mise en défens et un piège à cailloux a été mis en

<p>place (aucun bloc n'est sorti du site).</p> <p>Un géotechnicien est venu sur place et doit transmettre ses conclusions. Il est à noter que des chutes de blocs de pierre notamment sur la RD 94 sont fréquents.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport et les conclusions du géotechnicien sur ce secteur et dans l'attente maintenir la mise en défens de ce secteur et le piège à cailloux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>